



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Aménagement et Risques**

Arrêté n° 2026-689

portant révision du plan de prévention du risque d'inondation du secteur de Dax

Le préfet,

VU la Directive 2007/60/CE du parlement européen et du conseil 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants, dont l'article L.562-4-1 ;

VU la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la GEMAPI ;

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

VU le décret n°2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le décret 2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine » ;

VU le décret n° 2025-1325 du 26 décembre 2025 simplifiant les procédures relatives aux plans de prévention des risques naturels, technologiques et miniers et relatif à la vigilance en matière météorologique supprimant la soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas des plans de prévention des risques ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2005 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRI) dans le secteur de Dax ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation Adour Garonne 2022-2027 approuvé en date du 10 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT les éléments suivants qui conduisent l'État à envisager une révision du plan de prévention du risque d'inondation – PPRI – en vigueur :

- la disponibilité de nouvelles connaissances issues de retour de crues récentes et d'études hydrauliques ;
- les aménagements locaux réalisés depuis l'approbation du plan en vigueur, notamment la voie de contournement Est de l'agglomération dacquoise ;
- la reconnaissance par arrêté préfectoral du 6 décembre 2023 du système d'endiguement dacquois ;
- l'intégration des évolutions réglementaires prévues dans le décret PPRI du 5 juillet 2019, dont l'ajout de la notion de dynamique de crue, la possibilité de mener des opérations de renouvellement urbain sous réserve de réduction de la vulnérabilité et la prise en compte de possibles défaillances des systèmes d'endiguement ;

CONSIDÉRANT la réunion en date du 3 décembre 2025 de présentation de la démarche de révision aux communes et à la communauté d'agglomération concernées ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder à la révision du plan de prévention du risque inondation du secteur de Dax afin d'actualiser la prise en compte des phénomènes d'inondation et de leurs effets ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRÊTE :

Article 1 – Objet et périmètre

La révision du plan de prévention du risque inondation (PPRI) du secteur de Dax est prescrite sur les communes de Angoumé, Candresse, Dax, Méès, Narrosse, Oeyreluy, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent-de-Paul, Seyresse, Tercis-les-Bains, Téthieu et Yzosse.

Article 2 – Nature des risques naturels prévisibles concernés

Le risque pris en compte concerne les inondations par débordement de cours d'eau de l'Adour et du Luy, y compris les inondations issues des défaillances d'ouvrages.

Article 3 – Service instructeur

La direction départementale des territoires et de la mer est désignée comme service instructeur chargé de réviser le plan.

Article 4 – Modalités d'association et concertation

Article 4.1 – Personnes publiques

Après la publication du présent arrêté, le service instructeur, associera, conformément à l'article L. 562-3 du code de l'environnement, les collectivités concernées (cf. communes précitées) et la communauté d'agglomération du grand Dax, à l'étude de caractérisation de l'aléa, à la réalisation de la cartographie des enjeux et à la rédaction réglementaire (zonage et règlement). L'établissement public territorial de bassin sera également associé.

L'association se déroulera pendant toute la durée de la procédure.

Article 4.2 – Grand public

Concernant la concertation avec le public, le service instructeur :

- présentera les résultats de l'étude de caractérisation de l'aléa en réunion publique ;
- présentera le projet de PPRI en réunion publique avant l'enquête publique ;
- tiendra à disposition du public les éléments présentés sur le site internet des services de l'État dans les Landes.

Préalablement au déroulement de l'enquête publique, le préfet tirera le bilan de la concertation réalisée selon les modalités décrites ci-dessus.

Article 5 – Notification

Une copie du présent arrêté sera adressée :

- aux maires des communes de Angoumé, Candresse, Dax, Mées, Narrosse, Oeyreluy, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent-de-Paul, Seyresse, Tercis-les-Bains, Téthieu et Yzosse ;
- au président de la communauté d'agglomération du grand Dax ;
- au président de l'établissement public territorial de bassin.

Article 6 – Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et fera l'objet d'une publicité dans un journal diffusé dans le département.

Il sera affiché en mairies des communes précitées et au siège de la communauté d'agglomération du grand Dax pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté.

À l'expiration du délai d'affichage, les maires des communes précitées et le président de la communauté d'agglomération du Grand Dax transmettront au service instructeur un certificat justifiant l'accomplissement de cette mesure de publicité.

Article 7 – Exécution

Les maires des communes de Angoumé, Candresse, Dax, Mées, Narrosse, Oeyreluy, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent-de-Paul, Seyresse, Tercis-les-Bains, Téthieu et Yzosse, le président de la communauté d'agglomération du Grand Dax, le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le

11 MAI 2026

Le préfet des Landes

Gilles CLAVREUL

La légalité de cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent la date de fin de publicité. À cet effet, le tribunal administratif territorialement compétent peut être saisi d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr. Un recours gracieux peut également être formulé auprès de l'auteur de la décision ou un recours hiérarchique, auprès du Ministre compétent ou du Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).